

Mises à jour 2016 du Groupe de travail sur les crises prolongées

Compte rendu sur la manifestation de sensibilisation organisée par le CSA à Nairobi (Kenya) le 16 septembre 2016

Le Groupe de travail du MSC sur les Crises prolongées a été invité par le Secrétariat du CSA afin de participer à une manifestation de sensibilisation d'un jour sur le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées, qui a été organisé à Nairobi (Kenya) le 19 septembre.

L'objectif de l'événement était de sensibiliser sur le Cadre d'action au niveau national/régional et de promouvoir sa concrétisation sur le terrain.

L'événement, parrainé et financé par l'UE, a mis l'accent sur sept pays africains dans lesquels l'UE développe actuellement des projets : 1) la Somalie ; 2) le Sud-Soudan ; 3) le Soudan ; 4) l'Éthiopie; 5) la RDC ; 6) le Tchad et le 7) Kenya ; environ 5 participants de chaque pays, y compris des représentants gouvernementaux, du MSC et du MSP et le personnel de terrain des agences basées à Rome, ont été invités.

Participants des OSC

La priorité en termes de participation des OSC a été donnée :

- Aux 7 pays principalement ciblés
- Aux membres actifs du GT sur les crises prolongées connaissant le Cadre d'action et les positions du MSC
- Aux membres actifs de la société civile au niveau national, en mesure de prolonger les activités
- Aux personnes pouvant parler l'anglais, aucun service d'interprétation n'était proposé lors de l'événement

Les participants suivants des OSC ont pris part à la réunion :

- 1) Somalie : Abdullahi Anshur, Social-life and Agricultural Development Organization - SADO
- 2) Soudan : Abdel AatiMageit, International Agency for Development and Resettlement
- 3) Éthiopie : NurAbdi Mohammed, The Pastoralist Welfare Organization
- 4) RDC : Aaron KalalaKarumba, APAA - Association paysanne pour l'autosuffisance alimentaire
- 5) Tchad : Hindou Oumarou Ibrahim, AFPAT - Association des Femmes Peuples Autochtones du Tchad
- 6) Ouganda : Gertrude Kenyangi, SWAGEN- Support for Women in Agriculture and Environment
- 7) Sud Soudan : Helen Andrew Wieu – Women Economic Association
- 8) Kenya : Davinder Lamba, Mazingira Institute, HIC
- 9) Kenya : Leonida Odongo, FAHAMU
- 10) Kenya : Kuria Gathuru, Mazingira Institute Nairobi, HIC:
- 11) Kenya : Andrew Lanyon, World Vision
- 12) Coordinatrice pour le MSC : Mariam Al jaajaa, Arab Network for Food Sovereignty

Ordre du jour

Ouverture et présentation du contexte	
9h00-9h15	Objectifs de l'événement, résultats escomptés et ordre du jour (Modératrice : Dr. Edith Kareko-Munene)

9h15-9h40	Pourquoi le CSA a-t-il élaboré le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées ? (Ambassadrice J. W. Gaita, coprésidente du Groupe de travail à composition non limitée du CSA)
Présentation du Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées	
9h50-10h30	Présentation du Cadre d'action et de ses 11 Principes (Paul Howe, Responsable de l'Unité des situations d'urgence et de transition (PAM))
Discussion et questions-réponses	
10h30-11h00	Pause café
Les défis de la concrétisation du Cadre d'action	
11h00-13h00	7 groupes de travail, chacun se concentrant sur l'un des sept pays identifiés, discuteront des défis généraux et spécifiques aux principes quant à la concrétisation du Cadre d'action. Les GT présentent et débattent ensuite des défis majeurs.
13h00-14h30	Déjeuner
Recommandations pour concrétiser le Cadre d'action	
14h30-17h00	Les mêmes groupes de travail discutent des solutions aux principaux défis identifiés lors de la matinée et des manières permettant de mettre à profit les opportunités. Ils identifieront ensuite les principaux points d'actions et les recommandations. Une pause café aura lieu lors de cette session.
La marche à suivre	
17h00-17h30	Résumé des principaux éléments des débats et accord sur les prochaines étapes.

Principaux résultats des discussions :

Défis d'ordre général :

- Intégration du Cadre d'action aux cadres existants
- Appropriation & reddition de comptes et répartition des rôles
- Coordination (entre les acteurs de l'humanitaire et du développement, les différents secteurs et les responsables de l'élaboration des politiques et les techniciens)
- Faible gouvernance
- Capacité d'exécution (technique et financière)

Défis spécifiques aux principes :

- Principe 3 : Atteindre les populations en raison de problèmes de sécurité ou d'une destruction de l'infrastructure
- Principe 6 : Accès à une information actualisée lors des crises
- Principe 7 : Élaboration d'un cadre de suivi et d'indicateurs appropriés
- Principe 8 : Contraintes financières et lassitude des donateurs
- Principe 9 : Manque de participation de la base à la consolidation de la paix

Solutions générales

- Formation et renforcement des plateformes multi-parties prenantes afin de développer et de mettre en œuvre des plans nationaux et de désigner une unité chargée de la coordination
- Évaluation des cadres, des stratégies et des initiatives en vigueur et initiatives et alignement sur le Cadre d'action

- Intégration du Cadre d'action aux politiques nationales touchant à l'agriculture, la sécurité alimentaire, la nutrition et l'environnement
- Autonomisation des OSC
- Renforcement des capacités des institutions nationales
- Adoption d'une approche flexible : trouver le juste équilibre entre la qualité, l'échelle et la vitesse de la mise en œuvre
- Construction d'une stratégie de plaidoyer sur le niveau local, étatique, régional et international

Solutions spécifiques

- Renforcement des orientations fournies au secteur privé et du rôle de ce dernier dans la sécurité alimentaire et la nutrition
- Utilisation des forces de protection, de la négociation, des réponses des équipes mobiles et du plaidoyer pour atteindre les populations touchées
- Mobilisation des financements externes et nationaux pour la mise en œuvre du Cadre d'action
- Création d'un système d'information national à disposition des populations touchées et traduction des informations dans les langues locales
- Renforcement des systèmes d'alerte rapide et des interventions rapides
- Plaidoyer en faveur de la levée des sanctions appliquées aux pays

Marche à suivre :

- L'assistance du CSA est nécessaire pour faciliter la dissémination, la sensibilisation et le plaidoyer en faveur de la mise en œuvre au niveau national et régional. Les OSC ont recommandé la formation d'une équipe spéciale mondiale multipartite sur les crises prolongées qui se concentrerait sur cette question.
- S'agissant du niveau national, il a été convenu que les gouvernements devraient prendre la direction du processus en raison de leur responsabilité à concrétiser le droit à l'alimentation, avec la participation des autres parties prenantes.
- La manifestation de sensibilisation a démontré que de nombreuses institutions nationales et de nombreux membres du personnel technique connaissent mal le CSA et ses produits. Le CSA a été invité à envoyer un courrier officiel le présentant et expliquant le Cadre d'action aux gouvernements, pouvant être fourni par l'intermédiaire des représentants gouvernementaux. D'autres parties prenantes devraient aussi intervenir auprès de leurs gouvernements sur le Cadre d'action en utilisant comme base le cadre de décision du CSA.
- L'organisation de telles manifestations de sensibilisation est essentielle dans les autres régions souffrant de crises prolongées ; le CSA est nécessaire pour mobiliser les ressources requises pour en garantir l'organisation.
- Il est nécessaire d'engager l'ensemble des organes des Nations Unies dans le processus de concrétisation du Cadre d'action
- L'ensemble des parties prenantes mentionnées dans le Cadre d'action doivent s'approprier ses principes et œuvrer à les concrétiser dans le cadre de leurs activités ordinaires.

Contributions des OSC

Les OSC ont été considérées comme un partenaire à part entière dans les débats de la manifestation de sensibilisation. Elles ont contribué à la session de présentation en aidant à expliquer le processus d'élaboration et le contenu du Cadre d'action, en raison de leur engagement actif tout au long du processus. Elles ont été activement engagées dans le groupe de travail et dans les discussions sur la marche à suivre, lors desquelles nombre de leurs contributions ont été priorisées par les participants, y

compris l'importance de renforcer les plateformes multi-parties prenantes, la nécessité d'autonomiser les OSC et l'urgence de réviser les politiques nationales afin d'y intégrer des éléments du Cadre d'action.

Événement parallèle sur le Cadre d'action organisé lors du Forum de haut niveau sur le développement durable de l'ECOSOC

Le Arab Group for the Protection of Nature (APN), membre du Groupe de travail du MSC, a organisé un événement parallèle intitulé « Aborder la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées : mettre en œuvre le Cadre d'action », à l'occasion du Forum de haut niveau de l'ECOSOC sur le développement durable, qui a eu lieu au siège des Nations Unies, à New York, au mois de juillet 2016. Il s'agit, à notre connaissance, du premier événement consacré à la sécurité alimentaire et aux crises prolongées à être organisé dans cette enceinte, ainsi que l'un des rares à mettre l'accent sur les travaux du CSA. APN a présidé l'événement et présenté les contributions marquantes que le Groupe de travail sur les crises prolongées avait pu apporter au Cadre d'action. Plusieurs conférenciers réputés ont été invités à participer au panel, y compris la Secrétaire du CSA, ainsi que des représentants du PNUE et de l'ESCWA. L'événement a également accueilli la présence de représentants de deux OSC, Al Haq et Al Mezan Center for Human Rights. Il a été noté que ce sujet, y compris plusieurs contenus du Cadre d'action, sont de plus en plus discutés dans les instances de haut niveau telles que le Sommet mondial sur l'action humanitaire, organisé cette année en Turquie.

Présentation du Cadre d'action au Congrès mondial de la nature de l'IUCN

Le sujet des crises prolongées a été présenté à l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN), lors de son Congrès mondial de la nature, tenu à Hawaï (États-Unis) en septembre 2016. La pertinence du Cadre d'action a été débattue lors de plusieurs événements parallèles organisés dans le cadre du Congrès. Nous avons également pu inclure les conflits et les guerres comme facteurs directs de la perte de biodiversité comme élément des programmes de l'IUCN pour les 4 prochaines années, en soulignant la nécessité d'évaluer l'impact des conflits sur la biodiversité et la conservation.